

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 32 - JEUDI 30 AVRIL 2009

## LE MERLE MOQUEUR

La voilà, la question qu'on attendait depuis longtemps, celle qui va nous permettre de nous amuser un peu durant les élections européennes.

Elle nous est posée par la fameuse loi Hadopi : l'accès à Internet est-il un droit fondamental ou une simple « commodité ». Pour la commission européenne, c'est un droit fondamental. Pour l'actuel gouvernement français, c'est une commodité. Question subsidiaire : aux élections européennes, allons-nous voter pour la commission européenne ou pour le gouvernement français ? Contre Hadopi, votez la loi « Happy Do ».

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

Rencontres :  
→ [Travail et Démocratie](#),  
[1<sup>er</sup> acte public](#)

Convergences  
→ [Contre-sommet](#)  
[de l'Education](#)

Monde  
→ [Avec les Sahraouis](#)  
→ [Sri Lanka](#) :  
[restons mobilisés](#)

AUX AMATEURS DE CERISES  
On n'était pas loin... Juste en vacances pour deux semaines.  
Et nous voilà repartis jusqu'à l'été.

## Ce qui se cherche...

Depuis près de trente ans, une enquête sonde les valeurs des Européens. Conduite tous les neuf ans, avec des questions constantes, l'étude rendue publique est un bon outil pour mesurer les évolutions. Si les constantes dominent, les tendances n'en sont pas moins lisibles.

Ainsi, on discerne nettement une plus grande ouverture au monde avec le recul sensible de la xénophobie et l'acceptation plus grande de nouveaux migrants ; on enregistre une plus grande tolérance sociale avec la banalisation de l'homosexualité, du divorce, de l'avortement... et même de la demande d'euthanasie : elle est l'option individuelle la mieux acceptée. La liberté de chacun dans ses choix intimes devient une évidence. Benoît XVI n'est pas très tendance !

Tout aussi nette est la persistance voire la montée des thématiques de solidarité sociale. L'Europe est contestée d'abord parce qu'elle semble remettre en cause la sécurité sociale et détruire l'emploi. Toutes les catégories sociales marquent une défiance croissante à l'égard de l'économie de marché. 42 % affirment qu'il faut davantage contrôler les entreprises (ils n'étaient que 28 % en 1999). Même les nationalisations retrouvent des couleurs dans le cœur des Français.

Attachement aux libertés conquises et préservation des protections sociales se traduisent par une appétence plus grande pour la politique : elle constitue une valeur pour 38 % des interrogés (contre 32 % en 1990). Très significative aussi, cette courbe qui inverse les priorités. Pour la première fois en 2008, l'exigence d'égalité devance celle de liberté. Et pas d'un peu : l'égalité est la valeur première pour 57 % quand la liberté l'est pour 40 %. Ce ciseau est le reflet des inquiétudes et des attentes. La tolérance, la permissivité ont fortement progressé tandis que les inégalités choquantes se creusent.

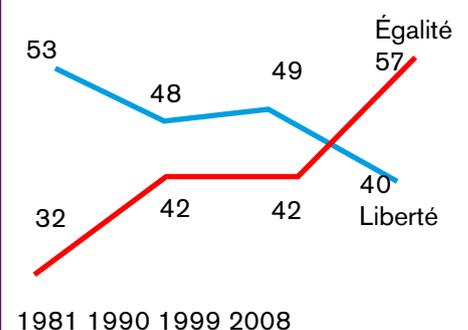
La tendance est très nette : l'individu gagne en autonomie mais l'individualisme ne progresse pas.

Cette double vérité est certainement le cœur de toute réflexion politique. La gauche a ses chances si elle sait y répondre. Aucune des cohérences aujourd'hui en débat n'y satisfait franchement.

L'invention est devant nous. Comment penser des politiques publiques qui protègent sans revenir à un Etat qui écrête les singularités ? Y répondre c'est inventer une nouvelle façon d'être à gauche. Ni social-libérale, ni républicaine en quelque sorte. Il n'y a pas qu'une seule façon d'imaginer ce nouvel espace public. Un collectif d'intellectuels et d'acteurs sociaux et politiques vient de publier *De gauche ?* Dans cet ouvrage, ils esquissent des pistes pour réinventer cette gauche moderne. Mais l'approche radicale du sujet tarde encore à se faire entendre. Ce serait l'apport des communistes unitaires de s'y atteler.

● CATHERINE TRICOT

### PRIORITÉ LIBERTÉ OU ÉGALITÉ



# Nécessaire radicalité face à la guerre sociale lancée par les libéraux

**Face à un pouvoir agressif et en l'absence d'alternative politique crédible, la « radicalisation » du mouvement social est-elle une tarte à la crème politico-médiatique, un phénomène tangible sorti de la marginalité ou/et une nécessité nouvelle pour ceux qui luttent ?**

Trois jours avant la récente réunion de l'OTAN à Strasbourg, les télévisions et journaux annonçaient les préparatifs répressifs, pour l'isolement des futurs « casseurs allemands » tout particulièrement. La presse était là ensuite pour filmer et relater en direct les événements. Et le spectacle fut à la hauteur des annonces : hôtel brûlé, véhicules militaires détruits... Il ne restait plus ensuite à Madame Alliot Marie qu'à parader, puisque tout s'est bien passé : beaucoup de casse dans les quartiers populaires de la capitale alsacienne, mais pas de morts et pas de blessés graves (qui auraient fait tache), des forces de l'ordre courageuses ayant comme toujours parfaitement accompli leur mission. Tout s'est vraiment bien passé.

## Monsieur de Villepin aux barricades

Ainsi est-on prévenu qu'un mouvement se disant pacifiste comporte en son sein, naturellement, des éléments incontrôlables, avec ce retour de la figure des « autonomes », cela faisait un moment. Message au grand public : les mobilisations portent en elles la violence irresponsable comme la nuée porte l'orage ; mieux vaut rester sagement chez soi à ronger son frein contre le capitalisme dévastateur !

Mais les temps ont bien changé depuis la séquence de 2005, où le gouvernement avait affirmé la toute puissance de l'Etat

face aux émeutes dans les quartiers populaires, couvre-feu à l'appui. Cette fois, même si l'on voit bien le jeu politique d'un Dominique de Villepin soufflant sur les braises d'un « climat prérévolutionnaire » – tandis que Jean-Pierre Raffarin se soucie beaucoup de légalité (en un seul mot) –, l'intention de gouverner par la peur semble en partie perdre prise sur la société. Voilà une évolution considérable, annonçant une possible bataille décisive dans la guerre entre le capital et le travail, permettant peut-être d'ouvrir une nouvelle phase après des années de régression.

## Réalité polymorphe

La « radicalisation » du mouvement social recouvre en fait des réalités différentes, de trois types au moins (dont aucun n'est nouveau). D'abord, il y a les petits débordements lors des manifestations, plus ou moins préparés, de plus en plus souvent commentés en direct au journal de vingt heures. En deuxième lieu vient le recours à des modalités d'action sortant de l'ordinaire des pratiques syndicales, par exemple : la grève de la faim des salariés de telle entreprise menacée

de fermeture, les pressions sur les dirigeants d'entreprises (comme le fait de les retenir dans leurs bureaux, ce que les grands médias appellent une « prise d'otage »), les coupures de courant inopinées (« sauvages »), les blocages ●●●

d'amphis ou d'universités... Certaines actions peuvent prendre des formes violentes (comme le récent saccage de la sous-préfecture de Compiègne par des ouvriers de Continental). Remarquons que les unes sont porteuses d'exigences

## TOURNENT, TOURNENT, LES OBSTINÉS

Engagée le 26 mars à l'initiative de la communauté universitaire de l'Université Paris VIII, la ronde infinie des obstinées n'en finit pas de tourner. Devant l'Hôtel de Ville de Paris, sur la place de grève, se succèdent les groupes d'enseignants et d'étudiants, des citoyens venus spontanément exprimer l'exigence de mise à bas des réformes gouvernementales concernant l'Université. Forme originale, parmi beaucoup d'autres en cours, la ronde est « permanente, grave, silencieuse », donc « impressionnante », « permettant au passant de venir demander pourquoi » on tourne. On y multiplie les échanges et formes d'expression – lire un texte, transmettre un son, un geste ou une pancarte... Marche tranquille, elle exprime tout à la fois le refus de la marchandisation et de la normalisation des savoirs, du mercantilisme dans la recherche universitaire.

**Blog :** <http://rondeinfinie.canalblog.com/>  
**Inscriptions individuelles :**  
<http://doodle.com/xebtrx32up4kde2q>  
**Contact pour les groupes :**  
[rondeinfinie@gmail.com](mailto:rondeinfinie@gmail.com)

**Une part croissante des citoyens qui s'engagent dans les mouvements considère que les discours qui leur sont opposés sont illégitimes.**

●●● précises (retrait de mesures, améliorations d'un plan social...) tandis que d'autres expriment parfois seulement de la colère voire du désespoir de certains salariés, qui considèrent n'avoir plus « rien à perdre », comme l'ont exprimé des ouvriers de Caterpillar ces derniers jours. Troisième forme, plus sourde: la colère, correspondant à un état d'esprit très répandu dans les catégories maltraitées par la crise: dénigrement du pouvoir et de ses affidés, désolidarisation individuelle ou collective de l'esprit d'entreprise, discours favorables à la transgression des normes, « haine »

Une quatrième catégorie peut être ajoutée à ces formes de durcissement de la conflictualité sociale, si l'on s'autorise à une définition extensive de la notion de radicalité: l'expression de revendications d'un tout autre niveau ou d'une autre nature que celles communément admises comme raisonnables. Elles peuvent aller d'exigences pécuniaires (d'augmentations salariales non de quelques pour cent mais très importantes, plusieurs centaines d'euros, comme en Guadeloupe) à des revendications sur le sens du travail et de l'activité humaine (comme dans la communauté universitaire et le monde de la recherche actuellement).

Ce qui marque la période, c'est la prolifération de ces actions, loin de tout modèle qu'il s'agirait de reproduire – et au contraire avec une volonté de renouveler leurs formes. Elle révèle quelque chose en profondeur: une part croissante des citoyens qui s'engagent dans les mouvements considèrent que les discours qui leur sont opposés sont illégitimes, ainsi que les pratiques des forces chargées de la mise en œuvre et de la répression, les dispositifs mis en place par l'Etat, voire les lois elles-mêmes. Cela conduit à des actions de désobéissance, à la limite de la légalité ou des frontières généralement admises en la matière (à l'image par exemple des pratiques d'Act Up Paris dans les années 1990, mais à l'époque elles faisaient exception et étaient cantonnées dans la sphère « sociétale »).

### Enjeu pour le pouvoir: le dénigrement des mouvements

Le pouvoir essaie d'utiliser l'existence de ces actions pour dénigrer les mouvements auprès du grand public et mettre sous pression les résistants. Mais ne su-



Photos : Brunito

restimons pas sa capacité à les contrôler. C'est plutôt en réaction aux évolutions des mouvements que le pouvoir tente de prendre la main en tentant d'en formuler lui-même le sens. Dans un registre dur, c'est la mise en cause de la chienlit, de l'extrémisme, de l'anarchisme, incluant l'assimilation avec le terrorisme. Comment ne pas citer l'in vraisemblable mise en scène concernant Julien Coupat, ses amis et leurs lectures, aboutissant à légitimer la réactivation par le Président-directeur général de la France d'un ersatz de la « loi anticasseurs » de 1970 (abrogée par la gauche en 1981). Dans un autre registre, c'est la culpabilisation mêlée de compassion face à l'action désespérée des catégories populaires, bien entendu manipulées par des militants professionnels.

D'un autre côté, il ne faut pas sous-estimer jusqu'où le pouvoir pourrait aller dans le sens de la répression: très loin, s'il se sent menacé, d'autant que les contre-pouvoirs sont affaiblis et que l'opposition est globalement *out*, la sensibilité sociale-libérale étant d'accord sur le fond avec une bonne partie des réformes en cours, quitte à en critiquer violemment la « méthode ». Cela se concrétise par la criminalisation des mouvements et de ceux qui résistent – comme par exemple les « aidants » des sans-papiers qui font l'objet d'une politique publique spécifique visant à les mettre hors d'état de « nuire » (indicateur de « performance » à l'appui, avec des objectifs chiffrés d'interpellations et des records à battre), sans parler des mesures liberticides des gouvernements successifs.

Seulement voilà, les actions radica-



les sont de plus en plus considérées comme légitimes par une partie importante de la population. C'est ainsi que la « séquestration » de patrons est comprise ou soutenue par une large majorité des citoyens (respectivement 63 % et 30 %), et désapprouvée par une petite minorité (7 %), ce dont il n'aurait pas été question il y a quelques années. La sympathie des parents d'élèves pour le combat de RESF, celle pour les ouvriers qui défendent leur outil de travail, montre que « l'interruption de la normalité combative » répond à des situations vécues comme intolérables mais aussi au sentiment diffus que les formes habituelles de mobilisation ne suffisent pas (ou plus). Venons-y.

### Nécessaire radicalité

Depuis des années, sauf exception

●●● comme lors du mouvement contre le Contrat première embauche (CPE), les mouvements même massifs, se sont heurtés à des murs : les gouvernements pratiquent le dos rond, dénigrent, laissent « pourrir » (comme disent les grands médias) les mouvements autant que les situations... Une rupture s'est produite dans les années 2000, dans le pacte social français, où auparavant un mouvement social massif obtenait des résultats, souvent le retrait du projet de loi ou des mesures contestés. Notons que la droite n'a pas du tout le monopole de la volonté d'imposer aux salariés, voire au corps social tout entier, des réformes dont ils ne veulent pas. Le rôle joué par le gouvernement Jospin dans le sens de ce choix des élites économiques et politiques est difficilement contestable : le violent affrontement entre le ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre et les enseignants fut à cet égard emblématique. S'il s'est soldé par le départ du ministre, au prix d'une longue mobilisation de masse, il eut aussi les conséquences électorales que l'on sait en 2002.

Ce que les réactionnaires dénonçaient comme l'impossibilité de réformer la France permettait un équilibre des forces sociales et politiques, avec des contre-pouvoirs jouant leur rôle, permettant plus ou moins de préserver le pacte social, ou de limiter les reculs. Mais la volonté de faire régner le libéralisme alors triomphant nécessite désormais de saper le

socle des droits fondamentaux, les services publics, grâce à la mise en place de gouvernements de combat destinés à casser les résistances.

Tout se passe comme si le mouvement social décidait aujourd'hui d'affronter le manque d'efficacité des luttes, en cherchant de nouvelles formes de mobilisation, débarrassées de toute illusion sur le pouvoir, et au contraire fortes d'une détermination beaucoup plus grande, donnant de ce fait moins prises à la démoralisation consécutive à un échec. C'est particulièrement important, car dans le

### **La radicalisation du mouvement social pourrait porter un changement de paradigme pour des luttes plus efficaces, une réponse positive à l'impuissance. Et si la peur changeait de camp ?**

contexte actuel de politique sarkozyste, il y avait deux voies possibles : celle de l'écrasement par le rouleau compresseur libéral, de l'abattement et du fatalisme (risque dont on avait déjà pu craindre qu'il l'emporte en 2003 après les échecs du puissant mouvement contre la réforme des retraites et du mouvement des enseignants) ; celle préparant des luttes beaucoup plus dures, inscrites dans la durée – comme le mouvement de défense des sans-papiers, par exemple.

Voilà que la radicalisation du mouvement social devient non plus un phénomène médiatique ou un assemblage de violen-

ces épisodiques, mais un changement de paradigme pour des luttes plus efficaces, encore aujourd'hui à l'état de potentiel. Cela n'a rien à voir avec un « mirage gauchiste », et ce n'est pas non plus une dérive antidémocratique, comme font semblant de s'en offusquer les dirigeants de l'UMP (1). Le contexte en est que les partis institués de la gauche traditionnelle ne parviennent pas à construire une alternative politique. Et c'est aussi celui de la difficulté des syndicats à obtenir des résultats : s'il existe une unité syndicale conduisant à ce que des millions de

salariés manifestent ensemble à l'occasion de plusieurs journées espacées – et encore ce 1<sup>er</sup> mai, dans une configuration syndicale inédite –, il existe dans le même temps un sentiment de plus en plus répandu que ces journées ne peuvent rien d'autre que « *maintenir une ambiance* » (ce qui n'est

pas négligeable).

Le sociologue Stéphane Sirot pose le problème autrement, dans *L'Humanité* : « *Une manifestation tous les deux mois, cela ne me semble pas le meilleur moyen de maintenir une pression sur le gouvernement. Je crois qu'il faut interroger l'enjeu de l'unité syndicale. Celle-ci est positive dans le sens où elle a certainement une conséquence mobilisatrice aux yeux du plus grand nombre et de l'opinion. Mais elle a aussi un versant négatif, parce qu'elle oblige parfois à s'aligner sur le syndicat le moins disposé à aller de l'avant. L'unité a des vertus, mais également un effet temporisateur qui ne correspond pas aux attentes* ». La radicalisation qu'on désigne le plus souvent de manière péjorative ne peut-elle être, sous certaines conditions, une réponse positive à l'impuissance ? Se pourrait-il alors que face aux provocations du pouvoir, et au-delà des cercles militants, la peur change de camp ?

● **GILLES ALFONSI**

(1) On peut soutenir l'inverse : c'est le jeu des gouvernements successifs cassant le pacte social qui a constitué et constitue une régression démocratique, et ce sont les mouvements exprimant l'aspiration et la possibilité d'autres choix qui constituent la preuve d'une démocratie politique vivante.

#### **MAI-68 ET LES « ÉLÉMENTS DE RADICALITÉ NOVATEURS »**

« Ces éléments de radicalité [qui ont existé en 1968] sont au nombre de trois. D'abord, le lancement de la grève, son déclenchement, est largement extérieur aux institutions ouvrières officielles. La plupart du temps, ce sont des groupes de jeunes ouvriers qui ont démarré le mouvement en dehors des grandes organisations syndicales, lesquelles l'ont rallié ensuite, en partie pour être en mesure de les contrôler. [...] Deuxième élément de radicalité : l'usage systématique de l'occupation des usines. [...] Troisième élément « dur » : dès cette époque et dans les années qui vont suivre, il y a une pratique assez systématique de la séquestration du patronat et des bagarres périphériques avec l'encadrement ou les CRS. Ce qui veut dire qu' [...] une certaine acceptation de la violence existe dans le mouvement étudiant et lycéen, mais existe aussi dans le mouvement ouvrier de cette époque. »

Extraits d'Alain Badiou, *L'hypothèse communiste*, Ed. Lignes, avril 2009.

## Subvertir la césure imaginaire entre social et politique

### Nouvelles modalités d'action et nouveaux agencements des rôles entre citoyens, syndicats et politiques sont deux enjeux majeurs pour l'avenir et l'efficacité des luttes.

L'unité syndicale constitue un puissant levier pour mettre au cœur de la vie sociale les revendications et des luttes. En cette matière, la stratégie de la CGT, bien qu'elle essuie des critiques – notamment celles en faveur de son indépendance et de son « identité » –, est à l'évidence porteuse devant l'opinion et utile aux mouvements. Elle fait déclin pour que nombre de salariés se sentent concernés par les journées d'action, et que les mouvements s'attirent les sympathies de l'opinion. Il n'est donc pas question de sous-estimer l'enjeu unitaire, en matière syndicale comme en matière politique. Cela n'en rend pas moins légitime et nécessaire une réflexion sur le rôle du syndicalisme aujourd'hui, son rapport au politique et les leviers pour des perspectives de transformation sociale.

#### Chance et défi pour le syndicalisme

La question des modalités d'action face à un gouvernement inflexible est délicate. Elle soucie nécessairement toutes les confédérations syndicales, qui ne parviennent pas jusqu'à présent à obtenir des victoires, même partielles, ainsi que les partis de gauche, qui voudraient profiter du climat social à l'occasion des élections européennes du 7 juin. Mais au-delà des organisations, la question de l'efficacité des luttes se pose à tout le mouvement. Du coup, la recherche implicite par « le mouvement social » de formes novatrices capables d'obtenir des résultats, ou le déploiement de nouvelles résistances, constituent pour les syndicats à la fois une chance et un défi :

une chance de sortir de l'impuissance (à laquelle l'unité syndicale seule ne permet pas de répondre) et un défi car les chemins nouveaux passent par l'appropriation citoyenne des mouvements, au détriment de la délégation de pouvoir (avec nécessairement un nouvel agencement entre mouvement et forces organisées). Bernard Thibault analyse ainsi ces enjeux : « Avec 95 % de mobilisation dans

**La séparation entre le social et le politique est une construction idéologique. On glisse parfois de la revendication légitime de la nécessaire autonomie du mouvement syndical à la revendication d'une césure entre les forces de transformation sociale.**

une entreprise, cela ne pose pas de problème de reconduire la grève si les salariés le décident. Mais si on pense ça et là dans nos rangs que le seul moyen pour augmenter le nombre de ceux qui participent aux mouvements dans leur entreprise, c'est de multiplier les rendez-vous nationaux comme une réponse destinée à combler le déficit de mobilisation dans certaines entreprises, il faut qu'on se dise clairement que cela ne peut pas marcher ». Pour le secrétaire général de la CGT, ces journées ne peuvent être « un substitut au travail revendicatif adapté à chaque entreprise et au plan professionnel. [...] Il faut surtout alerter sur tout ce qui pourrait être contre-productif par rapport aux revendications défendues. Mais les salariés

sont intelligents et il faut donc accepter que tout cela vienne en débat, normalement, naturellement. Il n'y a pas de raisons de se faire peur avec la manière dont les mouvements, les mobilisations sont conduites jusqu'à présent » (1). On sent là à la fois la volonté de prendre en compte l'état d'esprit dans les mouvements et celle de maintenir autant que possible un rôle pilote de la CGT.

Quant à Gérard Labrune, secrétaire général de la CGC, il s'inquiète dans *l'Humanité Hebdo* : « Il pourrait y avoir des ingrédients d'explosion. Ce sont des ingrédients dont la France est coutumière. Et si le rôle des syndicats est, bien sûr, de défendre des acquis sociaux, ils ont un autre rôle qui est celui d'encadrer le mouvement. Non pour le brimer mais pour faire en sorte qu'il s'exprime dans des condi-

tions légales. » Salariés, soyons raisonnables, laissons le camarade de la CGC tenir le gouvernail du mouvement !

Le sociologue Jean Viard explique, lui : « Mon métier n'est évidemment pas de mettre le feu, mais il faut regarder les choses telles qu'elles sont. Il y a parfois utilité d'un durcissement, dans le court terme. » Effectivement, si les propos de Bernard Thibault sont ceux d'un syndicaliste pour lequel mouvement social et mouvement syndical ne font qu'un, le problème de l'efficacité de l'action reste entier. Dit autrement : le mouvement social peut-il obtenir des résultats sans aller vers un mouvement d'ampleur équivalente aux secousses les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle ? Cela n'est d'ailleurs pas contradictoire avec la forme histo- ●●●

●●● riquement et symboliquement décisive de la grève générale...

### **Mouvement social = mouvement syndical ?**

Dans son intervention du 1<sup>er</sup> avril, le secrétaire général de la CGT évoque aussi la référence à la mobilisation victorieuse en Guadeloupe et à la coalition du LKP, qui regroupe 48 organisations (syndicats, associations, partis...). Il dénonce une « *erreur stratégique considérable* » qui consisterait à envisager une telle coalition en métropole car « *cela ferait voler en éclat l'intersyndicale* ». Selon lui, elle « *ferait fuir une majorité des participants aux temps forts interprofessionnels* », et en définitive « *ce serait rendre un service inattendu à Nicolas Sarkozy* ».

Il y a là une forme de déni que la question des rôles et des relations entre les syndicats, les partis et les citoyens se pose, alors que la « division du travail » au sein du mouvement ouvrier – qui opérait pendant la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle – ne fonctionne plus. Peut-être une coalition type LKP n'est-elle pas possible ni souhaitable en métropole ? Mais alors, quelles initiatives prendre pour sortir de l'impuissance ? Car la situation est paradoxale : les syndicats sont largement soutenus par l'opinion, mais les mouvements qu'ils conduisent sont souvent perdants. Quelle direction syndicale pourrait s'abstenir de traiter ces questions ?

Concernant le rapport aux partis politiques de gauche, le secrétaire de la CGT distingue deux attitudes : les partis qui « *reconnaissent la mission particulière qu'ont les organisations syndicales* » et les partis (il ne dit pas lesquels) qui « *ont la prétention de donner des leçons aux responsables syndicaux, voire même qui auraient la prétention de se substituer aux syndicats dans la responsabilité d'assurer la défense des intérêts des salariés et la conduite des mobilisations sociales* ».

On devrait certes s'inquiéter que des politiques veuillent imposer leur ligne aux mouvements et, par exemple, pour cela, réhabiliter des logiques de courroie syndicale de transmission. Et substituer aux

directions syndicales celles des partis ne serait certes pas un progrès, mais une régression conduite avec le masque de la jeunesse. Cependant, est-il souhaitable que le syndicalisme se positionne comme « chef de file » conduisant les mobilisations ?

### **Conquêtes sociales, politiques ?**

D'abord, la distinction entre mobilisation sociale et mobilisation politique est tout sauf évidente, à moins de considérer que la politique est uniquement une affaire électorale et que toute autre action relèverait de la mobilisation sociale, « donc » des syndicats. Ensuite, cela fait des années que les mobilisations obtiennent au mieux d'empêcher des régressions (ce qui n'est certes pas négligeable dans une situation politique aussi mauvaise

## **Les syndicats sont largement soutenus par l'opinion, mais les mouvements qu'ils conduisent sont souvent perdants. Quelle direction syndicale pourrait s'abstenir de traiter ces questions ?**

qu'aujourd'hui). La CGT fait l'expérience que le « *syndicalisme de conquêtes sociales* » qu'elle souhaite – qui correspond au défi de ne pas se contenter de protester ou de s'opposer, et à sa vocation de syndicat de transformation sociale – est difficile à mettre en œuvre, pour ne pas dire franchement hors de portée en l'état des rapports de force actuels.

Aujourd'hui, le plus souvent, les nouvelles formes de luttes se développent en dehors des organisations historiques, ou à leurs marges. Le problème n'est pas « d'autoriser » les mouvements à faire de la politique, ils n'attendent l'autorisation de personne pour en faire ; il s'agit plutôt de considérer qu'il y a là des potentialités pour changer la politique tout entière. Ensuite, c'est davantage la faiblesse des projets et l'incapacité des partis de gauche à construire une alternative politique qui conduit aujourd'hui certains à affirmer le rôle central des syndicats dans la conduite des mobilisations. Autrement dit, l'enjeu que les mobilisations ne s'arrêtent pas aux résistances actuelles ne

peut être réglé par la seule extension du rôle des organisations syndicales : par quel miracle pourraient-elles obtenir aujourd'hui des conquêtes face à un gouvernement de combat antisocial, et cela dans le contexte où la gauche parlementaire est aux abonnés absents ? On voit mal comment une telle difficulté pourrait être résolue seulement par les syndicats et les formations politiques, sans évolution de leurs agencements et stratégies respectifs, et surtout sans évolution profonde de la conception de l'action politique.

La question récurrente du rapport entre politique et syndicalisme reste donc posée, particulièrement aux syndicats qui revendiquent d'œuvrer à la fois au titre de la « *besogne quotidienne* » (les revendications concrètes) et de la « *besogne d'avenir* » (la transformation sociale) : comment pourraient-ils se désintéresser durablement de l'émergence d'une alternative politique, donc prendre acte de la domination du social-libéralisme sur la gauche ?

L'imperméabilité entre unité syndicale et unité des forces politiques (2) constitue, certes, un produit de l'histoire : elle n'en est pas moins une séparation inadéquate, ou si l'on veut absurde, dans le contexte actuel de crise. Surtout, elle omet que la séparation entre le social et le politique est une construction idéologique. On glisse parfois de la revendication légitime de la nécessaire autonomie du mouvement syndical à la revendication d'une césure entre les forces de transformation sociale. Au total, dans la répartition des rôles entre les partis, les syndicats et les associations, la branche politique du mouvement ouvrier se caractérise aujourd'hui par sa faiblesse, comme si elle était incapable de donner vie ●●●

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**  
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant

●●● à ce principe formulé par Marx en 1864 dans le cadre de l'élaboration des statuts de l'Association internationale des travailleurs : « *Considérant que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » (3).

En fait, s'il existe une confusion permanente entre la distinction fonction syndicale – fonction politique d'une part, et la distinction entre social et politique d'autre part, c'est bien que quelque chose ne fonctionne pas au pays des organisations traditionnelles issues du mouvement ouvrier. Et pour nous, cela a à voir avec la problématique d'une délégation de pouvoir largement synonyme de dépossession des citoyens, ce que les partis de gauche ont plus ou moins commencé à saisir sans en tirer jusqu'à présent de conséquences décisives en termes de mutations de leur rôle.

Dans le champ des possibles immédiats, aucune piste ne devrait être considérée comme la plus souhaitable ou la plus diabolique : développer des liens, à tous les niveaux, entre forces sociales et po-

litiques, dans le respect des orientations de chacun ; construire, ponctuellement et si possible durablement, des coalitions, sur des revendications, sur des éléments d'alternative. Mais surtout, si l'on veut aller au cœur du problème : développer toutes les formes d'appropriation directe des enjeux sociaux et politiques, faisant de l'intervention citoyenne le cœur d'une démarche de transformation sociale.

● G. A.

(1) Intervention prononcée lors d'une réunion des organisations de la CGT, le 1<sup>er</sup> avril 2009.

(2) Depuis quelques mois existent en parallèle des appels unitaires syndicaux et des appels unitaires d'organisations politiques. Pourquoi pas, puisqu'ils s'expriment sur des registres différents. Reste que l'on pourrait aussi concevoir des appels de toutes les forces sociales (syndicales, associatives) et politiques qui le souhaiteraient sur des grands sujets d'affrontement avec le gouvernement. Pourquoi de telles convergences ne pourraient-elles exister que sur des sujets sociétaux ou des situations spécifiques ? N'est-il

pas temps d'inventer de nouvelles formes de partenariats, respectueux de chacun, afin d'ouvrir une nouvelle phase face aux libéraux (gouvernement et patronat) ?

(3) Il s'agit d'imaginer cela dans les conditions d'aujourd'hui, où il ne peut être nullement question qu'un parti guide et des avant-gardes se substituant aux dominés. Cela implique de prendre la mesure des désirs et des exigences des citoyens de maîtriser les mouvements auxquels ils participent.



SacréeSégo.com

Le site officiel du pardon de Ségo



TOI AUSSI, FAIS TOI PARDONNER PAR SÉGO !

Coche/remplis ton péché et envoie ta demande de pardon à tes amis

- J'ai tabassé un gréviste
- J'ai couché avec ta petite soeur
- J'ai séquestré mon patron (et sa secrétaire)
- J'ai signé ta lettre de licenciement
- J'ai blindé ton ordi de porno avant Hadopi
- Je t'ai largué mais tu le sais pas encore
- Je fantasme sur Sarkozy
- Ma mère vient dîner ce soir
- J'ai défoncé ta voiture
- J'ai épilé ton chat
- J'ai voté Martine Aubry
- .....

M'envoyer une copie du pardon

Ton nom

Ton email

Email de ton ami  +

### L'autre élection

Tous les mardis soirs une autre élection se joue : qui sera « la nouvelle star » 2009 ? Rien à fiche ? Normalement, oui. Pourtant ce qui se passe dans cette émission qui rassemble des millions de téléspectateurs sur M6, particulièrement des jeunes, nous en dit un bout sur l'état de la France. Résumé pour les distraits qui auraient raté l'émission. Pendant des semaines, 25000 jeunes de toute la France ont chanté devant un jury composé d'un jazzman (André Manoukian), d'un chanteur-compositeur (Sinclair), d'une chanteuse caustique aux lèvres rouges (super Lio) et d'un célèbre critique de rock (Philippe Manœuvre). Objectif des auditions : participer à la seconde étape, chanter en public et être choisi par les téléspectateurs pour devenir « la nouvelle star ».

Cette première étape était déjà en soi pas mal : il n'est pas si fréquent de voir à la télé de « vrais » jeunes, avec leurs goûts musicaux, leur façon de parler, de s'habiller... 25 000, ça commence à faire du monde ! La seconde étape est haletante. Qui des 15 jeunes choisis par le jury emportera l'adhésion des téléspectateurs qui votent par téléphone ou SMS ? Chaque semaine, le choix se réduit avec le départ d'un des quinze. Il n'en reste déjà plus que sept. Cette poignée est, d'une certaine façon, un premier reflet des goûts du public. Premier enseignement : le public n'a pas mauvais goût. Les 7 finalistes tiennent la route, vraiment. Mieux, le profil des 7 dessine une carte d'identité du public : éclectique et ouverte.

Les trois qui tiennent la corde – Dalé (réfugié rwandais, super-chanteur/danseur dans la tradition des artistes noirs américains) Soan (punk sorti du métro), Camilla-Jordana (lycéenne de 16 ans qui rêve du Che) ont une voix, une créativité qui les détournent du plagiat. Ils sont encore en compagnie de Damien (super-myope qui fait penser à Souchon), Larry (un genre de Noir blond à la voix aiguë), Thomas (plus efféminé tu meurs mais avec une voix de stentor), Leïla (l'énergie d'une Catherine Ringer). Rien de conventionnel. Des singularités affirmées et créatives qui nous parlent de « leur univers poétique » (sic)... Ce sont ces jeunes-là qui emballent le public. Ah, elle est belle, la France ! En politique, c'est disette. A la Nouvelle Star, c'est bombance.

● C.T.

## COCKTAIL

**Contre-Grenelle 2.** Contre le capitalisme vert, un nouveau contre-Grenelle est programmé le samedi 2 mai à Lyon. Organisé par les Objecteurs de croissance, il sera ouvert à ceux qui « refusent l'adaptation de la planète et des humains aux besoins du productivisme ». L'invitation précise : « Nous nous retrouverons pour dire trois fois non : non au bradage de l'écologie politique sous couvert d'une ouverture aux écologistes de marché ; non aux capitulards du développement durable même maquillés en défenseurs d'une nouvelle régulation capitaliste ; non aux tartufes de l'écologie médiatique qui pillent le vocabulaire de la décroissance et de l'antiproduktivisme sans jamais parler une seule fois d'anticapitalisme. Nous dirons trois fois oui : oui à un autre partage du gâteau : la première des décroissances doit être celle des inégalités ; oui à un vrai débat démocratique dans la clarté ; oui à une autre Europe démocratique où chaque pays soit capable de relocaliser ses activités économiques ». Lieu : Salle Victor Hugo, 33 rue Bossuet à Lyon, 6<sup>e</sup>, métro Massena. Horaires : 9 h 30 – 17 h. Entrée 3 euros. Renseignements : <http://www.contre-grenelle.org/>

**Conseils de campagne.** André Gérin vient d'adresser à Pierre Laurent, coordinateur national du PCF, ses conseils pour la bataille électorale des Européennes. Après avoir considéré que le PCF doit engager « l'épreuve de force directe et frontale avec la droite et le grand patronat », l'auteur des Ghetto de la République (Ed. Les quatre chemins, préface : Eric Raoult) propose de « reprendre notre bataille pour le produire français, et une nouvelle révolution industrielle, de coopération équitable en Europe, de codéveloppement avec les pays du Sud ». Il insiste sur « notre proposition de loi contre les licenciements, contre les délocalisations, pour les relocalisations et le produire 'Made in France' ». Il souligne enfin que « Derrière le chômage, la misère, la paupérisation économique, sociale, culturelle et morale, il y a la question nationale de chaque pays européen ». Bientôt, André Gérin proposera-t-il de sortir de l'Union européenne et de construire le « socialisme dans un seul pays » ?

**Tout est à nous.** Conséquence de la fin de la LCR, l'hebdomadaire *Rouge* a cessé de paraître. Il est remplacé par *Tout est à nous*. Le camarade Krivine est toujours à la manœuvre. Mais il n'y a pas que de la continuité entre les deux hebdo. La maquette, relookée, est plus contemporaine, plus dynamique. La Une du journal n'est plus une affiche et le texte y a sa place. Les rubriques se décomposent en Actu (principalement celle des luttes) ; un dossier central sur deux pages (plus de grands articles ; des arguments pour militants), l'international (le plus souvent des papiers des correspondants de la « famille » hors de France), les médias, les livres, les débats internes au NPA et, pour finir, un cocktail de trucs dont le chiffre scandaleux de la semaine.

La mutation est réelle. *Rouge* était assez « intello ». On ne dira pas cela de *Rien n'est à nous*. C'est un journal pour « motivés ». *Rouge* était politique (son titre, tout un programme), *Rien n'est à nous* est un hebdo de lutte sociale (son titre, tout un programme).

A l'image du NPA, le doute ne taraude pas la rédaction. Adelante camarade ! Et foin de baratin ! L'ennui, c'est qu'il est plus rapide de perdre l'habitude de penser que de se constituer une exigence intellectuelle, une culture de la confrontation d'idées. Le carburant du NPA est la colère et l'engagement. Cela ne durera qu'un temps.

